

<http://ugtg.org/spip.php?article1432>



Alliance Ouverte et Paysanne (AOP) : Solidarité avec l'UGTG

- Dossiers - Répression -



Date de mise en ligne jeudi 19 mai 2011

Date de parution 20 mai 2011

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

ALLIANCE OUVRIERE ET PAYSANNE (AOP)

Membre de l'Association des Travailleurs et des Peuples de la Caraïbe (ATPC)

Et de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples (EITP)

Solidarité avec l'UGTG

Lè bab kanmarad-ou pri di fé, wouzé ta-w {}

Plus de 30 dirigeants et militants de l'UGTG

poursuivis ou condamnés par la justice coloniale française

« La justice française poursuit une véritable vendetta contre le Mouvement Ouvrier Guadeloupéen et singulièrement contre les militants de l'UGTG. Ce sont plus de 30 dirigeants et militants de l'UGTG qui sont poursuivis ou condamnés par la justice coloniale française.

Depuis plusieurs mois, l'appareil répressif de l'Etat français a décidé d'éliminer toutes contestations sociales en Guadeloupe : convocations et procès remettant en cause les libertés fondamentales et singulièrement le droit de revendiquer et de se battre pour ses revendications, se multiplient ; gardes à vue, amendes, peines de prison ferme, peines de prison avec sursis, ... se succèdent.

L'objectif est de terroriser les travailleurs, faire peur à ceux qui osent dire PWOFITASYON AWA, TÈS ADN AWA, SENDIKALIS PA KRIMINÈL, condamner tous ceux qui osent lever la tête, discréditer et criminaliser l'action syndicale et surtout refuser d'honorer les engagements contenus dans les accords du 26 février et 04 mars 2009 signés avec LKP. »

(Extrait du tract de l'UGTG d'appel à une mobilisation le 20 mai 2011)

L'Etat français, en frappant l'UGTG, tente de briser le LKP, modèle d'unité

pour les peuples de la Caraïbe et du monde.

Voici ce qu'en disait l'ex ministre Yves JEGO dans son ouvrage « 15 mois 5 jours entre faux gentils et vrais méchants » :

« Je n'avais pas en face de moi 49 syndicats ou associations, j'avais l'impression d'avoir toute la Guadeloupe à la table des négociations.

[...] Le LKP a du sens. En face, rien ne se tient. Les élus sont divisés, le monde économique éclaté et l'Etat le plus souvent discrédité et accusé d'être complice de tout ce qui ne va pas.

Quand on dénombre, en fonction des estimations, de 20000 à 40000 personnes dans les rues de Pointe à Pitre, ça veut dire qu'entre 5 et 10% de la population totale de l'île s'est déplacée dans la rue. Imaginez en métropole 3 à 6 millions de manifestants. Du jamais vu !

[...] L'idée de la contagion commençait à poindre en métropole. [...] Raison de plus pour que le ministre ne laisse pas progresser un éventuel foyer de contagion, qui à terme menacerait le gouvernement. »

Une organisation qui dérange les plans de rigueur et d'intégration colonialiste

du gouvernement français

En France, sous pression des marchés financiers et de l'Union Européenne, une réforme constitutionnelle (déjà votée par le Parlement) est en cours de discussion pour rendre anti constitutionnelles, donc illégales et hors la loi toutes les mesures qui ne respecteraient pas les impératifs de rigueur budgétaire imposés par Bruxelles.

Les accords signés en Guadeloupe comme en Martinique deviendraient hors la loi !

La notion d'originaire, base du mot d'ordre « *vivre et travailler au pays* » et de l'existence même de nos syndicats nationaux, est en passe d'être supprimée au nom de notre transformation de peuples en populations noyées dans le peuple français. (révision constitutionnelle de mars 2003)

L'UGTG, syndicat national Guadeloupéen, intransigeant sur l'indépendance de classe des travailleurs, intransigeant sur la défense des intérêts nationaux du peuple Guadeloupéen, est pour le gouvernement colonial et capitaliste français un dangereux exemple à abattre. }

Défendre l'UGTG c'est défendre nous-mêmes.

Fort de France ce 19/05/11